

Observatoire des Territoires Connectés Durables : comment aider les élus à relever les défis numériques et environnementaux ?

A Paris, le 17 mars 2025 – Après une première édition lancée en février 2024, qui dressait un premier état des lieux des projets de territoires connectés durables, l'Observatoire des Territoires Connectés Durables revient aujourd'hui avec une nouvelle édition, marquée par une analyse inédite et chiffrée. Fruit d'un travail approfondi mené par la FNCCR et InfraNum, cette étude s'inscrit dans une démarche structurante : aider les élus à prendre des décisions éclairées sur l'avenir numérique de leurs territoires, en mesurant les répercussions économiques, environnementales et sociales de la transformation numérique sur dix ans.

Un investissement de 2 milliards d'euros sur 10 ans pour les territoires

Si le numérique constitue une opportunité pour l'optimisation des services publics et l'amélioration de la qualité de vie des citoyens, son déploiement soulève néanmoins des interrogations stratégiques essentielles : quel est son coût réel ? Quels bénéfices peut-on en attendre ? Et quel en est l'impact environnemental concret ? L'édition 2025 de l'Observatoire des Territoires Connectés Durables vise donc à quantifier l'impact économique et environnemental des solutions numériques dans cinq domaines clés : gestion de l'eau, énergie des bâtiments, éclairage public, gestion des risques et gestion des déchets.

Réalisé par Tactis et Releaf Carbon, en partenariat avec des collectivités et des acteurs industriels, cet observatoire propose un panorama détaillé des investissements nécessaires et des retombées potentielles sur une période de dix ans, en s'articulant autour de trois axes principaux :

- **L'impact économique** : les coûts d'investissement et le retour sur investissement pour les collectivités. Selon les prévisions de Tactis, les territoires devront investir environ 2 milliards d'euros d'ici 10 ans, un investissement qui devrait, à terme, être largement rentabilisé. Pour l'ensemble des collectivités d'un département, cela représente environ 20 millions d'euros sur dix ans. Ce montant peut atteindre 35 millions d'euros dans le cas où aucun projet n'est encore en place et que l'adoption se fait de manière massive. Toutefois, la viabilité de ces modèles repose sur la continuité du phénomène de mutualisation des services : en son absence, les coûts pourraient augmenter de 20 %, réduisant ainsi significativement les gains attendus.
- **L'empreinte environnementale** : une analyse coût-bénéfices en matière de consommation énergétique, de gestion des ressources et de réduction de l'empreinte carbone. À l'échelle nationale, cette transformation pourrait permettre d'économiser de réduire les émissions de CO₂ de plus de 3 300 kilotonnes et jusqu'à 811 millions de m³ d'eau sur dix ans.

- **Les bénéfices sociaux** : l'impact sur la qualité des services publics, la réduction des nuisances et l'amélioration du cadre de vie. Concrètement, cela se traduit par une amélioration des conditions de travail des agents, une optimisation des budgets municipaux sans nuire à la qualité de vie des citoyens, ainsi qu'une réactivité accrue des services publics grâce à une gestion plus fine des informations, comme les alertes en cas de fuites d'eau.

Fournir aux décideurs publics une grille de lecture claire et objective

L'Observatoire propose également une nouvelle manière d'évaluer les projets en favorisant une approche globale, laquelle intègre simultanément les dimensions économique, environnementale et sociale, afin d'aider les décideurs à opérer des choix éclairés et adaptés aux enjeux locaux. Au-delà des résultats de l'analyse macro, la réalité est plus fine de territoire en territoire. L'étude donne les clés aux décideurs pour identifier et adapter les principaux postes de coûts et de gains à attendre de ces projets. Cette grille d'analyse permet d'accompagner les territoires dans leur transition numérique et durable.

A propos d'InfraNum :

InfraNum est une fédération professionnelle qui regroupe aujourd'hui 222 membres : industriels, intégrateurs, bureaux d'études, experts et/ou sociétés de conseil de la filière des infrastructures numériques. Ces entreprises représentent l'ensemble de la chaîne de valeur intervenant au service des « territoires connectés ». La mission d'InfraNum est de valoriser l'ensemble de la filière et d'essayer de faire adhérer les pouvoirs publics, institutions et partenaires, à des positions communes pour la défense des intérêts de la filière préalablement établie au sein des commissions thématiques et validées par le Conseil d'administration.

A propos de FNCCR :

La Fédération nationale des collectivités concédantes et régies (FNCCR) est une association de collectivités territoriales spécialisées dans les services publics locaux de distribution d'électricité, de gaz, de chaleur, de froid, d'eau, d'assainissement, de communications électroniques, de collecte et de valorisation des déchets. Elle regroupe près de 900 collectivités de toutes natures ainsi que des établissements publics locaux. Une des missions du département numérique de la FNCCR consiste à accompagner ses adhérents vers un développement cohérent des usages et services numériques dans leurs territoires et en particulier de favoriser l'appropriation des enjeux liés à la gestion publique des données, d'animer l'émergence de projets de territoires intelligents, connectés et durables (TICD) en facilitant le partage de bonnes pratiques entre ses membres.

Contacts presse : La Nouvelle Agence

Janyce Agbossou / janyce@lanouvelle-agence.com / 06 46 14 80 85